



Le monde comme si Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne

Françoise Morvan
Éditions Acte Sud, 2002
<https://francoisemorvan.com/>

En racontant son parcours, Françoise Morvan analyse dans ce livre le nationalisme breton. Elle veut démonter la propagande régionaliste/nationaliste bretonne et montrer à travers la réécriture de l'histoire et surtout d'une langue, comment le mouvement breton impose une vision et des pratiques à travers des institutions et auprès des groupes capitalistes, puis auprès de tout un chacun.

« Qu'on s'attache à tous les domaines qui constituent ce qu'on appelle l'identité bretonne, on trouve les mêmes injonctions contradictoires visant à changer la réalité fluctuante en artefact. La question majeure, ou du moins posée comme telle par les nationalistes, qui ont réussi, sur ce point comme sur tant d'autres, à infléchir le débat dans le sens qui leur convenait, est celle de la langue. Hep brezhoneg, Breizh ebet : sans breton, pas de Bretagne, ce credo suppose en corollaire la croyance en l'acharnement des Français à vouloir tuer la langue bretonne. Monter la France comme la marâtre colonisatrice mutilant l'infortunée Bretagne et revendiquer des subsides au nom de l'opprimé est le moyen le plus sûr d'obtenir des prébendes. Le thème du génocide culturelle et celui de la réparation historique sont toujours allés de pair et se sont toujours nourris d'un mépris affiché pour le peuple qui, lui, ne demandait qu'à parler en paix le breton de son village et apprendre le français le mieux possible.

En voulant faire du breton un substitut du français, les militants bretons l'ont voué à disparaître – car pourquoi se vouer à l'apprentissage d'un substitut aussi rébarbatif, mélange d'emprunts gallois et de néologismes, véritable sanskrit d'initiés, comme l'écrivait Christian-J. Guyonvarc'h dans l'introduction de son Dictionnaire étymologique ? L'élaboration d'une telle langue montre bien que le but n'était nullement d'en faire un instrument de communication mais un outil de pouvoir, au profit d'une élite militante. » (p. 17)

« Par un phénomène aussi étrange que caractéristique, sitôt franchie la barrière invisible qui séparait les partisans du breton de ceux qui ne s'en souciaient pas, l'existence de ce trésor perdu devenait vérité d'évangile. Il s'agissait bien d'un acte de foi, et cet acte de foi faisait de nous les membres d'une confrérie dont les croyants ne nous étaient jamais assénées, jamais insinuées, pour la bonne raison qu'elles allaient de soi. Je sais très bien que nombre de cours de bretons étaient utilisés par des militants au passé plus ou moins nazi comme instrument de propagande séparatiste. Mais il n'y avait même pas besoin de propagande, sitôt le parti du breton adopté, nous faisons partie du mouvement breton, de l'emsav, ou de l'emzao, selon orthographe, et sans doute n'est-il pas sans intérêt de constater que l'orthographe la plus aberrante, celle qui commande d'écrire emsav ce qu'on prononce emzao, s'est imposée, contre toute logique, avec le soutien des institutions régionales au fur et à mesure que les nationalistes s'en assuraient le contrôle. » (p. 20 et 21)

Au commencement, la famille

Elle vient d'une famille du centre Bretagne, où elle a grandi, et qui a bougé à Paris.

Elle a entendu cette langue de la bouche des grands-parents, des voisins, de l'environnement du centre Bretagne.

Mais une fois à Paris c'est fini, il reste les bretonnismes mais c'est le français qui est employé et ses parents ne lui parlent pas breton. Elle l'entendra pendant les vacances en Bretagne

Elle s'intéresse à la culture populaire, aux récits paysans, à la langue, à la poésie, etc .

Le breton

Elle tente une thèse sur Armand Robin et sur Luzel. On lui fera regretter la dernière tentative.

D'abord c'est un refus par le leader de l'Institut Culturel de Bretagne, puis ce dernier la publiera dans son dos en orthographe unifié. Le refus est justifié par le fait qu'elle souhaite une édition dans le breton d'origine.

Elle relate le mépris pour le gallo, parler à l'est de la Bretagne, en gros seul le breton compte.

Être breton c'est être breton bretonnant , et le breton est celui créé pour une élite militante et quelques universitaires.

Elle rappelle, en prenant exemple sur sa famille, que le fait de parler breton ou français situait la frontière entre riches et pauvres, paysans et bourgeois, instruits et illettrés, culture orale et écrite.

Les bourgeois ont abandonné le breton depuis bien longtemps. Le bas peuple l'a conservé.

Quand cette langue a été abandonnée, surtout après la seconde guerre mondiale et dans les années 60, d'autres ont fait le chemin inverse, et se sont mis à l'apprendre.

C'est son cas, en faisant des études, elle décide de l'apprendre.

Dans sa famille et comme partout ailleurs, il fallait pourtant s'efforcer de bien parler français, c'est un signe d'évolution, de connaissance vers la lecture, etc

Elle sera réfractaire à employer le «bon breton» grâce à la langue impure parlée dans sa famille.

Elle fait des allers-retours entre Rostrenen et Rennes et des parallèles entre l'université et la campagne.

Mais elle fera partie des croyants : *« Il allait de soi, puisque j'avais franchi le premier seuil, que je devais franchir toutes les étapes qui m'amèneraient à réparer l'outrage fait à mon peuple et élever mes enfants dans la langue que ma famille aliénée m'avait si mal transmise. C'était un article de foi, le premier, sans doute, et combien ai-je vu de parents s'évertuer à baragouiner un breton pénible pour échanger avec leurs enfants, combien ai-je vu d'enfants contraints à une véritable schizophrénie, parlant français chez eux mais breton à l'école, sans savoir pourquoi la charge de sauver une langue qui ne leur servirait à rien leur incombait à eux. Étrange inversion de la situation tant dénoncée par les militants, qui amenait des enfants, interdits de parler français comme leurs aïeux avaient été interdits de parler breton, à expier la faute des ancêtres comme un péché originel. Obéir à une injonction de parler la langue de mon peuple, c'était, dans ma famille, le faire taire. Mais, quelles qu'aient été les injonctions militantes, je ne pouvais tout de même pas simultanément refuser les dogmes académiques et en importer le décalque à domicile. Or, le problème est bien là : le breton normalisé, mis au point par les doctes¹ qui, pour la plupart, avaient appris le breton tardivement, et*

1 « Dans ce petit livre de messe il y avait du breton traduit presque mot à mot du latin en regard. Je pensais tout de suite que j'allais pouvoir apprendre le latin, puisque j'avais une si grande facilité d'apprendre toutes choses. Je ne fut pas long à apprendre tout le latin qu'il y avait dans le livre, sans règles assurément ; mais le breton non

pour des raisons où le mysticisme le disputait à la politique, me semble avoir bien eu pour but de faire obstacle : redresser, corriger la langue corrompue du peuple pour se rapprocher d'une langue ethniquement pure et empêcher la barbarie de se faire jour. Ce que l'Académie française avait fait pour le français, les idéologues l'avaient fait pour le breton : le même appauvrissement, le même acharnement prophylactique, mais, cette fois, effectué de l'extérieur, au nom de principes si étrangers à ceux qui parlaient cette langue que je me trouvais devant une mauvaise farce, une trahison suprême. » (p. 26 et 27)

Vivre et travailler au pays

Elle se rend compte en enseignant dans un petit bled du Trégor que la plupart des élèves souhaitent concrètement se barrer, aller vivre ailleurs, parfois loin de Bretagne.

Elle lance avec des militants du coin des cours du soir en breton, elle se rend compte dans l'école que bien que les 9 dixièmes des élèves ont des grands-parents ou parents qui le parlent, eux ne le savent pas sauf 5 sur 30.

Création d'une école Diwan

Opposition de la population à Bulat Pestivien, des communistes comme des cathos. Hostilité de toute part de la population.

Les parents de l'école privée ne souhaitent pas que leurs enfants se mélangent avec ceux de Diwan, qui cherchent des locaux. A Carhaix, quand un lycée Diwan se met en place, les enseignants Diwan refusent de se mélanger au public...

Alors que moins de 2 % des jeunes parlent le breton, elle se rend compte que les parents d'élèves de Diwan sont issus de professions intellectuelles ou de cadres pour une bonne partie.

Elle insiste sur la schizophrénie entre d'un côté la langue transmise aux élèves qui ont peine à l'apprendre car ce n'est pas celle de leurs parents.

« Pour célébrer l'anniversaire de sa fondation, l'école Diwan que j'ai contribué à créer et qui est maintenant très prospère m'envoie un prospectus publicitaire donnant pour argument en grosses lettres : Parler une autre langue, ce n'est pas rien, surtout quand c'est la nôtre.

On a beau avoir pris ses distances et commencer à mieux comprendre les enjeux de ce salut linguistique, on ne peut s'empêcher de rester méditatif : le breton c'est une autre langue, oui, puisque les trois quarts des parents qui inscrivent leurs enfants à Diwan ont le français pour langue maternelle, mais c'est la nôtre, et donc il faut que les enfants l'apprennent. En somme, calquons les principes de l'école de Jules Ferry : nos enfants doivent apprendre une autre langue parce que c'est la nôtre, sauf que cette autre langue, le français, c'était alors l'une des plus prestigieuses du monde et, pour les petits paysans qui l'apprenaient, la clé d'un monde ouvert, le moyen d'accéder à des savoirs, des métiers, qui permettaient d'échapper à la misère, quand cette langue bretonne qui est donnée

plus il n'y a aucune règle pour le parler ni pour l'écrire. Chaque canton et même chaque commune le parle différemment sans que personne puisse dire qui le parle le plus correctement. Les rares écrivains qui l'écrivent en font de même ; chacun l'écrit et l'orthographe à sa façon. J'ai entendu cependant des gens se disant savants soutenir que le breton est une mère langue. Ce serait alors une drôle de mère puisqu'elle n'a enfanté ni fille ni garçon, aussi drôle que la fille de Joachim qui enfanta sans être mère ou du moins en restant vierge. » Jean-Marie Déguignet, Mémoires d'un paysan bas-breton, [1897] Éditions An Here, 1999, p. 58 et 59. « Je n'entendais de tous côtés que des mots grossiers, ou des Bretons jargonner entre eux quoiqu'ils ne se comprennent pas, car le breton du Finistère et celui du Morbihan diffèrent autant que l'Espagnol et l'Italien ; des Allemands, des Gascons, des Auvergnats et des Parisiens qui ne parlaient que l'argot des faubourgs. » id. p. 127 et 128.

voir aussi : http://grandterrier.net/wiki/index.php?title=Espace_D%C3%A9guignet

pour la nôtre est une autre langue, mise au point contre le breton populaire, et qui ne mène à rien qu'à son propre salut. » (p. 61 et 62)

Publication de Luzel

Luzel le républicain / de la Villemarqué le régionaliste et folkloriste.

Luzel vient d'une famille de paysan, s'intéresse à la culture populaire et remarque déjà les faux de De la Villemarqué, les arrangements et les réécritures.

C'est ce que Françoise Morvan souhaite raconter.

Refus de l'éditer et procès interminable, acharnement contre sa personne et défense du réseau internationale celtique pour « monsieur Denis », Pierre Denis, maître de conférence, puis directeur de la section Breton et langues celtiques de l'université Rennes II.

C'est finalement édité sans elle avec des fautes, peu importe, « monsieur Denis » fait autorité.

Origine du nationalisme au 19^e siècle, puis évolution vers le national socialisme

Ce sont des héritiers de la noblesse, nostalgiques d'une époque où ils avaient le pouvoir.

Description des militants *Gwalarn* et du Parti Nationaliste Breton, à l'origine de la littérature bretonne et du parti nationaliste

Deux créations : *Gwalarn* (revue littéraire de Roparz Hemon) et *Breizh Atao* (organe mensuel du Groupe Régionaliste Breton)

C'est des révélations mystiques qui sont évoquées par les chefs historiques, pour expliquer leur conversion, qui les ont décidés à créer un parti nationaliste.

Il y a une influence maurrassienne (penseur historique de l'extrême droite française), qui lui-même est influencé par Mistral (folkloriste), puis une influence allemande (car la plupart adhèrent au fascisme).

Ils tentent la plupart d'apprendre le breton, mais peinent beaucoup, ce n'est pas leur langue.

Ils pratiquent un langage tout nouveau, très différent de la langue existante, langue surtout paysanne, et s'en vantent.

« Pour un parti politique breton, le fait de ne pas parler breton peut être un handicap, cela, Mordrel [un des chefs historiques] en convient. " La part du breton est faible dans notre action bretonne. Le manque d'hommes nous obligeait souvent à faire appel à des Gallos pour nos randonnées en terre bretonnante." Mais le breton n'est pas une langue du pouvoir : les rares militants qui ont le breton pour langue maternelle sont incapables de faire de la propagande en breton. Les écrivains de Gwalarn, la revue littéraire du groupe, le peuvent, mais le problème est que personne ne les comprend. " En règle générale, donc, Breizh Atao s'exprimait en français . Il ne faudrait pas croire que cela lui ait nuï. Quand, pour le principe, nous introduisions un orateur bretonnant dans une réunion, c'est rarement lui qui remportait le plus grand succès. Les mots de la langue littéraire qu'il employait, ne voulant pas tomber dans le jargon mêlé de français des ignorants, n'étaient pas toujours compris. En revanche, notre dextérité dans une langue qu'alors, dans le bas pays, peu de personnes parlaient avec fluidité, ajoutait à notre prestige. Elle nous classait sans discussion dans la couche sociale supérieure, dont l'idéal du moindre 'bouseux' était de se rapprocher et d'y faire accéder ses enfants. "

[extraits de Olier Mordrel, *Breiz Atao ou Histoire et actualité du nationalisme breton*, éditions Alain Moreau (collection dirigée par Jean Picollec), 1973, p. 121]

La langue des bouseux, retenez-le, c'est le breton, auquel il ne faut pas s'abaisser, mais qu'il faut relever pour en faire la langue de la Celtie, cette langue épurée qui, comme un filtre, va rendre à une race la grandeur de ses origines. » (p. 204 et 205)

« [...] *Le texte inaugural* [du premier numéro de *Breiz Atao* !], intitulé 'Ce que nous sommes', est signé de Maurice Marchal, secrétaire du Groupe régionaliste breton. C'est un document de base, indispensable pour comprendre la suite.

'Nous sommes avant tout un groupe de jeunes. Et c'est en cela que nous différons de l'URB ou de la FRB, groupements que nous estimons et que nous admirons sans doute, mais qui ne sauraient propager parmi les jeunes l'idée Bretonne avec la même force que ne le feront des jeunes gens. En cela nous étions un besoin. Nous sauront répandre parmi nos camarades étudiants, commerçants, ouvriers, paysans, l'amour de la Patrie Bretonne et le désir du régionalisme, gage de la prospérité. Et cette propagande, nous la ferons par des tracts, notre petite revue, des conférences, et par la conversation personnelle.

Car nous sommes Bretons, et fiers de l'être. Nous aimons tout le leg de nos ancêtres, tout ce qui fait de nous une race : la langue, les traditions, les costumes. Nous y tenons passionnément comme le montre l'Article 1 des statuts du Groupe.

'Le Groupe Régionaliste Breton' propose de travailler activement au relèvement de la Patrie Bretonne... Il a pour but de veiller à la conservation de la *langue, des costumes et des traditions* bretonnes ; d'unir plus fortement la Haute et la Basse Bretagne ; de développer tous les liens d'amitié entre les peuples celtes.

Voilà nos buts. Or, que nous promet la conservation de tout ce qui nous est cher, qui nous assure, la grandeur de notre chère Bretagne ? Le régionalisme, l'autonomie administrative.'

Faut-il aller plus loin ? Tout le reste n'est que dénégation : nous ne sommes séparatistes, nous aimons la grande patrie française, nous sommes de bons soldats qui revenons du front, nous sommes jeunes contre les vieux de l'Union régionaliste bretonne et de la Fédération régionaliste bretonne, que nous respectons, mais nous sommes surtout contre notre ennemi à tous, le socialiste Yves Le Febvre, directeur de La Pensée bretonne, l'un de ces organes qui s'efforcent de détruire tout ce qui jusqu'ici avait fait la force de notre race et qui rêvent d'une Bretagne rationaliste et démocratique.

Voilà qui est clair. Antirationaliste, antidémocratique, Breiz Atao se crée dans le but de conserver tout ce qui fait la race bretonne : la langue, les traditions, les costumes. Le propos ne changera jamais, simplement le discours lénifiant s'effacera peu à peu : d'ailleurs, c'était là, avouera Mordrel, hypocrisie pure, faisant partie du double jeu traditionnel des patriotes bretons. [Mordrel, op. cit. p. 59] » (p. 209 et 210)

La création d'une littérature moderne, d'une langue moderne et d'un parti politique moderne est l'œuvre de militants nationaux socialistes et antisémites qui vont se former et se faire financer en Allemagne dans les années 30.

« *Tout le mouvement nationaliste actuel naît de l'attentat* [à l'explosif d'une statue devant la mairie de Rennes représentant la duchesse Anne de Bretagne agenouillée devant Charles VIII] : *un joli coup, une publicité inouïe, comme l'écrit Breiz Atao le 11 décembre [1932], une publicité qu'il s'agit simplement d'exploiter au mieux. Et, avec l'accession de Hitler au pouvoir, comme l'écrit Mordrel, Breiz Atao joue gagnant. Il n'y a là rien que de normal* : Dans la lutte que nous avons entreprise, tout seuls dans notre coin, contre la domination du latinisme, nous avons besoin d'équipiers. Le pays qui était le berceau du réveil de la conscience nordique et, contrairement à la France, avait reconnu la valeur et la mission des bases ethniques pour la renaissance culturelle, pouvait en être un d'une exceptionnelle efficacité. Plusieurs de nos étudiants allèrent suivre des cours dans les universités allemandes et nous en revinrent les tempes rases et bottés jusqu'au genou.' [Mordrel, op. cit. p. 212]

Le pays qui a reconnu la valeur et la mission des bases ethniques : allusion à peine voilé au Congrès des nationalités. [créé en 1925 à Genève et regroupant des régionalistes alsaciens, flamands, basques, corses et bretons, où l'influence de l'Allemagne est prépondérante (p. 216)]

Breiz Atao se contente de continuer d'œuvrer dans le même sens. Et l'argent afflue : quand, en juillet, Deb me fit part qu'il disposait de 350 000 francs, je ne me crus pas autorisé à lui demander d'où ils venaient, mais il était évident que dès ce moment Breiz Atao inspirait une confiance assez grande pour trouver des bailleurs de fonds décidés à jouer la carte de l'indépendance bretonne. [Mordrel, *op. Cit.* p. 229] *Trois cent cinquante mille francs, en un temps où le salaire d'une vendeuse est de quatre cent cinquante francs par mois, ce n'est tout de même pas rien.*

Mordrel explique comment se poursuit la campagne d'attentats : en 1936, c'est la grande campagne des barbouillages qui consiste à peindre en lettres immenses au goudron sur les murs La France est foutue, Vive la Bretagne libre, La Bretagne aux Bretons, Les Juifs dehors, Breiz Atao vaincra. L'inscription qui suscite le plus d'étonnement dans la population locale, c'est : Les Français dehors ! Un jour, un paysan qui est resté regarder Bricler finir de peindre son inscription s'enquiert, perplexe : Et où c'est-y qu'y veut qu'on va ? »(p. 233 et 334)

Collusion entre gauche et droite au sujet du séparatisme ; la question nationale avant tout ! Exemple Sohier, instituteur, « la grande caution de gauche du mouvement breton (p. 241) versus Debauvais , gérant du journal *Breiz Atao*.

« A la parution du programme national-socialiste SAGA dans Breiz Atao, Sohier, loin d'être indigné, se contente de rappeler ce qui es la base de la stratégie du flottement institué : A mon avis, Breiz Atao doit éviter les précisions sur les réformes politiques et sociales s'il veut rallier tous les Bretons et être réellement notre parti national, écrit-il le 6 avril 1933. Et de conclure, le 24 mai : Nous en serons quittes pour passer à la fois pour des réactionnaires et des révolutionnaires. C'est tant mieux si l'on nous prend avant tout pour ce que nous voulons être : des Bretons.

La chose peut se formuler autrement, sous habillage marxiste-léniniste. Voilà le rectificatif que Yann Sophier envoie à Breiz Atao, le 20 août 1933, sous le pseudonyme de Yann Keryell : Si nous avons établi un plan de revendications immédiates, qui en théorie peut paraître insuffisant, ce n'est ni par esprit régionaliste ni par esprit de modération. A Ar Falz [la revue qu'il dirige] nous resterons révolutionnaires au point de vue culturel comme au point de vue politique, considérant la Bretagne comme une minorité nationale opprimée et pensant avec Lénine que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes peut aller jusqu'à la séparation complète, si cette dernière est nécessaire un jour au relèvement du prolétariat breton.

En fait, Ar Falz ne touche personne (quatre-vingt-dix abonnés au bout du premier trimestre) et ne trouve pas de collaborateurs mais continue de paraître, avec un tirage de trois cents, puis cinq cents exemplaires. La grande pétition de Sohier en faveur du breton ne marche pas non plus, écrit-il à Debauvais le 13 décembre 1935. Le ton de la pétition nous a fermé – c'était à prévoir – tout le Léon où l'appui du clergé nous aurait donné des signatures de masse. C'est à vous de reprendre une idée qui est viable et peut donner des résultats et servir à une agitation que nous ne devons pas cesser.

Quels résultats ? Dans sa dernière lettre, demandant à Debauvais de finir le travail à sa place, Sohier écrit que ce numéro aura une allure vaguement anticlérical et sera destiné aux instituteurs. Ce sera un ultime effort pour tenter quelque chose de ce côté. Car entre nous ça ne rend pas et nos frais sont trop élevés pour continuer une propagande dans un milieu aussi hostile. » (p. 243 et 244)

Ils arrangent toutes leurs idéologies nationalistes du moment à la sauce bretonne, même si quasiment personne ne les lit.

Il faut «faire celte», revenir aux origines, montrer qu'on a une différence et en faire les raisons d'une opposition aux autres, quitte à nier la gallo.

« Le devoir de tout Breton est de s'écarter de la France pour se receltiser : c'est dans le même numéro [de Breiz Atao], à la même page, que la notre de lecture sur les poèmes de Yann-Ber Calloc'h, Ar en deulin, l'explique : La poésie de Calloc'h est essentiellement celle d'un Celte : la nationalité bretonne de l'auteur n'est ici qu'une nuance régionale. A mesure qu'un intellectuel breton se pénètre de Celtisme, son empreinte originelle tend à s'atténuer ; il appartient désormais un peu, et de plus en plus, en sus de la Bretagne, aux autres patries des Celtes.

Ce qui se met en place, et très rapidement, dans ces premières années de Breiz Atao, c'est ce dont nous assumons à présent l'héritage – l'héritage des Celtes, on peut le dire, droit issu du Barzaz Breiz : la langue, l'art, la musique, et jusqu'aux moindres objets, tout est investi par la même volonté de faire celte contre ce que les militants appellent le vieux breton. Est vieux breton ce qui est peuple, paysan, folklorique. La fleur d'ajonc, honnie, passe au rang des accessoires périmés, tandis que s'introduisent le triscèle, baptisé triskell (qui n'a d'ailleurs rien de celtique), la cornemuse, baptisée biniou braz, et le bagad [...] » (p. 210 et 211)

Ils seront tour à tour régionalistes, fédéralistes, autonomistes, séparatistes, au gré des alliances, des circonstances.

L'Irlande est un modèle à suivre de libération nationale

Mais cette mouvance (peut-on parler d'un mouvement à cette échelle?), n'est pas suivie par une base (en 1921, *Breiz Atao* compte 250 abonnés).

Ils s'organisent à l'échelle internationale ou interrégionale : Congrès des nationalités avec l'Alsace, la Corse, les Flandres, etc. à Genève en 1925, sous influence de l'Allemagne dont le but est d'obtenir une révision des frontières à son profit. Puis en 1927 à Rosporden le comité des minorités nationales de France avec la Corse et l'Alsace.

Achat d'une imprimerie, journaux, congrès, conférences, envoi d'un candidat aux élections locales...

Ils rêvent d'un État breton, pour ça ils sont prêts à tout.

Le mouvement nationaliste s'accommodera très bien de l'Occupation allemande, il créera une émission de radio, des journaux et ... une langue unifiée. Il tentera de créer un État breton... ça durera... quelques heures, le temps d'une annonce...

*« Pour tous, on peut dire que la défaite de la France est une divine surprise. Debauvais et Mordrel qui se sont enfuis en Allemagne reviennent dans le but de créer un État breton. Debauvais, dès 1937, lors de son séjour en Allemagne, n'a-t-il pas reçu des assurances des services allemands qu'un État breton autonome était du domaine du possible [Anna Youenou, *Fransez Debauvais de Breiz Atao et les siens, Mémoires du chef breton commentés par sa femme*, tome II, p. 234]*

Le 3 juillet 1940, au château des ducs de Rohan à Pontivy, devant une centaine de personnes, Lainé, Mordrel, Debauvais font adopter un programme de gouvernement en dix-huit points qui reprend le programme national-socialiste SAGA jadis publié dans Breiz Atao. On ne peut pas dire que le programme des Celtes réveillés suscite l'enthousiasme de la population : les gens se rassemblent et lancent des pierres sur les nationalistes ; il faut faire appel aux soldats allemands pour les protéger. Les autorités allemandes décident d'arrêter les frais, mais Mordrel et son équipe se sont emparés des presses d'Ouest-Journal et font paraître un hebdomadaire, L'Heure bretonne, diffusé gratuitement à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.

Le 14 juillet (date symbolique), L'Heure bretonne annonce la création d'un poste de gouverneur de Bretagne : « La Bretagne existe désormais officiellement. » L'agence allemande de presse DNB, relayant aussitôt l'information, annonce à la presse du Reich la création d'un État breton. Reprise par les radios et les journaux, la nouvelle provoque la stupeur de Pétain, au lendemain des négociations de Retondes, et la fureur de Ribbentrop et d'Abetz, lequel, connaissant déjà l'équipe de Breiz Atao, intervient auprès d'Hitler. L'évêque de Quimper, lui, n'y va pas par quatre chemins : il excommunie les séparatistes.

C'est tout de même comme si la Bretagne avait été libre pendant quelques heures – la BBC n'a-t-elle pas annoncé que la Bretagne était en état de sécession ? Et rien ne dit que la chose ne se réalisera pas, mais plus tard, juste un peu plus tard, quand la victoire sera acquise et qu'il deviendra possible de créer une grande Celtie dans le cadre du Reich.

De fait, soutenus financièrement, aidés en sous-main, les séparatistes sont utilisés au mieux par l'occupant qui, ayant son plan de démantèlement de la France tout prêt pour l'après-guerre, les garde comme un atout dans la manche. Les années de guerre sont pour eux une période prospère dont ils garderont toujours la nostalgie. Roparz Hemon, en 19502 encore, évoquera dans la revue Al

Liamm, ces quatre années durant lesquelles, de 1940 à 1944, il passa un vent de liberté sur la Bretagne. *Il se voit confier une station de radio en breton où se retrouve toute l'équipe de Breiz Atao ; en plus de son journal Arvor, il a une revue Sterenn, et lorsque se crée l'Institut celtique, il en prend la direction. C'est bien ce qu'écrivait Yann Bouëssel du Bourg : un véritable État dans l'État. »* (p. 247 à 249)

Pour réaliser leur délire fasciste, il faut donner des gages de respectabilité à l'occupant, pour ça, il faut l'aider dans sa mission d'assurer la paix sociale.

Ils sont instrumentalisés par l'armée allemande, ils vont aller jusqu'à traquer, dénoncer et torturer des résistants.

Mais la population ne suit pas. Ils sont très impopulaires

« Nous [Françoise Morvan] avons protesté contre l'hommage rendu à Youenn Drezen, contre la réédition de ses articles dans Arvor et L'Heure bretonne avec préface de Monsieur Denis arguant de leur apolitisme, contre l'histoire de Bretagne en bande dessinée publiée chaque jour dans Ouest-France, contre le dictionnaire incitant les municipalités de Bretagne à donner à leurs rues le nom de fascistes, contre la réécriture de l'histoire, contre les mensonges les plus criants. Et nos protestations sont restées lettre morte.

Nous n'avions pas en face de nous de vieux fascistes décidés à dissimuler le passé ou à l'assumer sans regret. Nous n'avions pas en face de nous des hommes de gauche ignorants de l'histoire et des buts que poursuivaient les militants nationalistes. Nous nous trouvions en présence d'une défense construite, organisée : l'héritage de Breiz Atao n'était pas assumé seulement par l'extrême droite mais d'abord et surtout par la gauche du mouvement breton, qui se chargeait de lui donner apparence acceptable. Ou plutôt : l'apparence requise pour faire illusion.

En 1945, l'expression breiz atao est passée dans le langage courant à l'état de nom commun : un breiz atao, c'est un fasciste, un collabo. Cinquante ans après, les héritiers de Breiz Atao tiennent le haut du pavé ; le breton enseigné est celui qu'ils ont fabriqué, l'art donné comme breton est celui qu'ils ont mis au point, le conseil régional s'apprête à changer son logo pour le remplacer par le drapeau qu'ils ont inventé, le fameux drapeau noir et blanc fabriqué par Morvan Marchal sur le modèle du drapeau américain.

Incompréhensible ?

Mais non, très simple. Là encore, comme pour l'Affaire Hemon, il suffit de lire les textes, en commençant par le début, surtout les textes en breton qui, écrits par les mêmes personnes, ne disent pas la même chose que les textes en français. Les histoires du mouvement breton sont écrites par des militants : elles donnent une vision complexe et, finalement, complice des faits qui, lorsqu'on a compris la stratégie de Breiz Atao, ne présentent aucune difficulté d'interprétation.

Double jeu, flottement institué sur une base stable : dès 1945, les revues reparaissent, pas sous les mêmes titres, bien sûr, et en donnant figure culturelle, purement culturelle, au combat breton. Rien là que de banal : Breiz Atao pratiquait la même stratégie. En 1947, la répartition judicieuse entre presse nationaliste dure (les indépendantistes, héritiers de L'Heure bretonne) et presse nationaliste molle (les fédéralistes, héritiers de La Bretagne), autrement dit la tendance Hemon et la tendance Fouéré, est mise en place. D'un côté, Al Liamm (Le Lien), dirigé par les jeunes de l'équipe d'Arvor, à leur tête Monsieur Denis en personne ; de l'autre, Le Peuple breton, dirigé par Joseph Martray, le bras droit de Fouéré, présent à l'Institut celtique comme au Comité consultatif de Bretagne, et à la tête de ses journaux. Mais ces deux tendances ne sont que les deux faces du même ; et d'ailleurs le choix des titres même est révélateur : Al Liamm était le nom du bulletin interne du PNB, Le Peuple breton, le titre prévu par Debauvais pour son grand hebdomadaire. Les tendances ne s'opposent que pour laisser ignorer que l'essentiel se passe ailleurs.

Breiz Atao, mat da la(z)o : Breiz Atao, bon à tuer, c'est devenu une sorte de proverbe. Bon nombre de militants nationalistes ont dû d'avoir eu la vie sauve au fait d'avoir été arrêtés à la Libération. » (p. 260 à 262)

« Nous te feront Bretagne » et l'Institut Locarn²

[« Nous te feront Bretagne » est l'épigraphe du chapitre 6 de l'essai de Morvan Lebesque, *Le Réveil breton*, et le début d'un poème de Xavier Grall.]

Toute cette histoire a une actualité : même les partis dits de gauche s'en mêlent (Union Démocratique Bretonne, Verts qui s'y associent, Emgan, ARB, etc.) de cette question régionale.

Françoise Morvan évoque les politiques régionalistes actuelles qui héritent de certaines idées de *Breizh Atao*.

« Reconquête linguistique, reconquête territoriale, le tout place sous le culte de la bannière : les problèmes bretons sont repris dans les termes mêmes où les a posés dès l'origine un mouvement nationaliste dans lequel les Bretons ne se sont jamais reconnus. Le message de Breizh Atao passe par chacun de ces problèmes bretons qui soudain occupent l'actualité : notre langue nous a été prise, Nantes nous a été volée, nous avons subi des mutilations, des amputations, des extractions, des soustractions, assez d'outrages, nous voulons être nous, ni hon-unan, Sinn Fein, autonomie.

Le kit nationaliste bricolé par Breizh Atao, retapé après la guerre, mis au goût du jour après Mai 68, nous arrive à présent comme une vérité qui serait nôtre depuis la nuit des temps et qui nous serait enfin révélée.

*Une vérité on ne peut plus banale dans son étalage d'originalité. On sait bien aujourd'hui établir la liste des éléments symboliques et matériels que doit présenter une nation digne de ce nom : une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles – hymne et drapeau – et des identifications pittoresques – costume, spécialité culinaire et animal emblématique. Les nations qui ont accédé récemment à la reconnaissance politique, et surtout celles qui en sont encore à la revendiquer, témoignent bien, par les signes qu'elles prodiguent pour attester leur existence, du caractère prescriptif de cette « check-list » identitaire. Le « système IKEA » de construction des identités nationales, qui permet des montages tous différents à partir des mêmes catégories élémentaires, appartient maintenant au domaine public mondial : l'Europe l'a exporté en même temps qu'elle imposait à ses anciennes colonies son mode d'organisation politique. [voir : Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales*, Seuil, 1999, p. 14] [...]*

*Murdoch, Berlusconi ? Eh oui, miracle de l'amour. Champions, sans états d'âme, de l'inculture de masse – beaucoup de jeux télévisés sont des modèles du genre - , les voici qui promettent de redonner à la culture bretonne toutes ses lettres de noblesse, de réveiller cette mémoire enracinée dans le terreau armoricain et qui se réalisent en dix-huit mois [allusion à la création de TV Breiz] ce que l'État n'avait pas su ou pas voulu réaliser en cinquante ans : mettre la celtitude sur satellite. Certains, bien sûr, pourraient douter de la sincérité de leurs sentiments. Se pose aussitôt la question : pourquoi ce quatuor de tycoons s'est-il embarqué sur une goélette battant pavillon Gwenn ha du ? Réponse : il a compris que la quête identitaire, loin de s'opposer à la mondialisation, en est, au contraire, l'enfant légitime, le compagnon naturel. La recherche d'une identité forte n'est-elle pas susceptible de mettre un peu d'huile dans la dure et infernale machine du mondialisme ? [voir Jean Bothorel, *Un terroriste breton*, Calmann-Lévy, 2001]*

Un peu d'huile, c'est donc ça, pour faire passer la mondialisation . Mais pas n'importe quelle huile : de l'identitaire qui rapporte. » (p. 282 à 284)

Le but est d'amener les bretons à se forger une identité.

Tout en dédiant l'entreprise, dans les années qui suivent les défaites post-68, on développe l'industrie du tourisme et du disque et on s'aperçoit que l'identité bretonne peut générer des profits.

2 L'institut Locarn a changé de nom depuis 2019. Il s'appelle désormais « Le Keréden », autrement dit le village du paradis, présidé par Gilbert Jaffrelot.

On réécrit l'histoire en passant pour des victimes (tous, toute la nation, même les classes possédantes) et on se fait aider par l'influence des grands patrons

« Voilà qui nous permet de comprendre l'étrange ardeur des principaux chefs d'entreprise bretons à soutenir l'édition d'une Histoire de Bretagne en bande dessinée refusée par tous les éditeurs. Sans le concours d'une cinquantaine de chefs d'entreprise, fiers d'être bretons, Reynald Secher n'aurait pas pu éditer son Histoire de Bretagne, annonce Ouest-France. D'autres ne s'en vanteraient pas, mais, là, ça s'intitule 'Une histoire de Bretagne et de copains', et ça montre les cinquante chefs d'entreprise copinant sur la terrasse du journal autour de Le Honzec, un ancien dessinateur de Minute, collaborateur de la revue néodruidique Ordos³ et Secher, auteur d'une thèse sur le génocide vendéen, encore un crime de la Révolution française, comparable, selon lui, à la Shoah, phénomène regrettable mais si secondaire que sa bande dessinée sur la Seconde guerre mondiale n'en fait même pas mention. » (p.285 et 286)

Le club des 30

« C'est un nommé Le Bourdonnec qui a commencé à m'éclairer. Sur la couverture de son essai, Le Miracle breton, paru chez Calmann-Lévy en 1996, un drapeau breton et un drapeau européen, rien entre les deux, ce n'est même plus une allusion, et un exposé enthousiaste du miracle breton, à savoir la celtitude retrouvée, le retour des bardes, l'éclatement prévisible de la France jacobine, le combat d'avant garde du Club des trente, une association très fermée de patrons donnant l'image d'une Bretagne conquérante, sûre de ses forces et soucieuse de présenter un front uni à l'extérieur. Je ne fais ici que citer. C'est d'ailleurs, selon lui, pour cette raison que des membres du Club des trente ont participé à la création d'un Institut de réflexion et de prospective fondé par Joseph Le Bihan, professeur de géopolitique commerciale à l'Institut supérieur des affaires du Centre des hautes études commerciales, à Locarn, un village proche de Rostrenen.

Imaginez des landes à perte de vue, une croisée de chemin avec des pierres creusées au milieu des ajoncs où la pluie reflétait le ciel : l'un de nos projets d'adolescents avait été d'aller dormir dans les landes de Locarn, c'est là que j'ai vu Aldébaran, l'étoile rouge, un soir qu'un taureau s'était échappé, et voilà qu'un fils de la paroisse a fait de cet endroit mythologique le centre de l'ultralibéralisme armoricain, l'Institut Locarn⁴, cultures et stratégies internationales, cellule de prospective et centre de remise en forme où, dans un cadre authentique, les cadres ayant participé à la refondation de l'Europe, et vu les moyens de faire naître un nouveau dragon celtique, peuvent suivre une formation à la réduction du stress⁵. Nous vivons des temps disjoints, et il n'y a plus guère d'espoir de les remettre sur leurs gonds : comme Le Miracle breton est suivi d'une postface de Joseph Le Bihan qui rend hommage à Joseph Martray, on peut dire que nous avons là le discours autorisé sur notre identité conçue par les industriels. » (p. 289 et 290)

« Notre identité est faite pour l'essentiel. Reste à l'exploiter : les industriels fondent l'association Création en Bretagne, qui a pour but de promouvoir l'esprit de la Bretagne et d'en imprégner toutes les créations. A Créations en Bretagne s'adjoint ' Produits en Bretagne ' : tout est désormais susceptible d'être labellisé, disque, livre, caleçon pur fil, pâté pur porc, sardine pur poisson. Mais attention, labellisé sous le signe de l'authentique : La Bretagne semble modelée par la nuit des temps. Intacte ou inviolée, elle sort des entrailles du peuple celte, de ces tribus qui furent les premières à travailler le bronze. Nous voulons faire de cette authenticité un art de vivre. La Bretagne, source d'inspiration, ne laisse décidément aucun industriel insensible. » (p. 291 et 292)

3 Une revue qui se prétend apolitique, comme de coutume, mais dans le numéro de juin 1999, on trouve côte à côte Yvonig Gicquel, le Honzec revoyant l'histoire de la chouannerie, le néodruid Le Goff faisant l'éloge de Morvan Marchal, Yann Duchet, l'éditorialiste du parti d'extrême droite Adsav, Bernard Rio, le fondateur, également collaborateur de la revue Antaios, membre du Congrès mondial des religions ethniques – et la revue remercie, outre le conseil régional, et notamment son vice-président Jean-Yves Cozan pour son soutien attentif, Patrick Montauzier, directeur du POBL... Le congrès 2000, avec Jean Haudry et Philippe Jouët de l'Institut d'études indo-européennes de Lyon-III, ne laisse guère place au doute.

4 Voir aussi : <https://francoisemorvan.com/travaux/linstitut-de-locarn/>

5 Euro-régions. Le modèle de Locarn, brochure de présentation, 1994.

« Inauguré par Yvon Bourges [Président du conseil régional de Bretagne, qui a succédé à Josselin de Rohan] et l'archiduc Otto de Habsbourg [Prince héritier de l'Empire austro-hongrois, député européen de Bavière et président de l'Union paneuropéenne, mouvement dont Yvon Bourges conduit en France le comité national, l'archiduc est à la tête d'une nébuleuse d'organisations ultra-conservatrices spécialisées dans la lutte anticommuniste (cf. *Golias*, n° 26 et 27). Sa seule présence à Locarn paraphe le soutien officiel de l'Opus Dei], béni par dom Le Gall [L'abbaye de Kergonan se trouve dans le Morbihan. Dom Le Gall, devenu évêque depuis, a été élu 'Breton de l'année 2001' par *Ouest-France*], l'Institut Locarn rassemble chercheurs, enseignants, spécialistes du marketing et chefs d'entreprise au sein d'un 'collège stratégique' où les journalistes en vue côtoient des experts de la défense européenne et du renseignement économique. Son but : préparer l'avènement du troisième millénaire en le fondant sur des régions historiques – la Bretagne, la Flandre, la Bavière, la Catalogne, etc. - dont on aura préalablement renforcé l'intégration économique et spirituelle. Volontairement ambigu, ce credo, qui vise à 'transformer la Bretagne en dragon intra-européen [Edouard Parker, conférence inaugura le de l'Institut Locarn, 23 septembre 1994. Edouard Parker est membre du Centre de formation à l'action civique et culturelle selon le droit naturel et chrétien, nouvelle dénomination d'Ictus, *organisation occulte dont Golias dénonçait dès 1991 les similitudes d'action avec l'Opus Dei* (d'après l'article de Didier Marie dans le même numéro)], a réussi à fédérer sous une même bannière nationalistes bretons, lobbies patronaux régionalistes et partisans de la nouvelle évangélisation... Implicitement mais violemment antirépublicains, leurs thèses reposent sur une vision ethno-différentialiste de l'histoire qui voit dans la compétition économique une guerre de cultures. Mâtinées d'ultralibéralisme, ces thèses reçoivent le renfort d'intervenants proches d'Alain Madelin. Les séminaires de sécurisation des entreprises ou de stratégies internationales sont assurés avec le soutien d'anciens consultants de la DST, de la DGSE ou de conseillers de l'OTAN. Financé par quelques ténors du patronal français, le centre se targue de l'intérêt que lui manifestent Patrick Le Lay, Patrick Poivre d'Arvor et autres personnalités médiatiques. Patrick Le Lay et Patrick Poivre d'Arvor ont d'ailleurs assisté Joseph Le Bihan, fondateur de l'Institut, pour assurer le pilotage de la revue *Bretons d'Ailleurs* qui relayait les idées des membres du collège stratégique avant de faire l'objet d'une liquidation judiciaire. Aujourd'hui, *Le Nouvel Ouest*, financé par *TF1* et *Le Point*, semble servir de nouvelle tribune à ces croisés d'un autre âge. [*Golias*, mars-avril 1998, dossier rédigé par Michel Dufour, Didier Marie et Christian Terras avec la collaboration de Pierre Fénard].

En conclusion, c'est le lieu où s'élabore et se joue le devenir d'une formule hautement subversive : la synthèse de toutes les dynamiques d'implosion que compte le modèle républicain social-démocrate. En finir avec les lois sociales, la laïcité, les barrières opposées par les États-nations à la déréglementation du marché intérieur. On en peut même pas dire qu'on le cache. Interrogé à Rennes, Joseph Le Bihan l'annonce : L'Europe nous sauvera. Toutes les formes hiérarchisées des États vont voler en éclats. [Armor Magazine, mars 2000, p. 6] » (page 293 et 294)

Le porc ou la mort

Toute cette histoire de tentative de création d'un État ou d'une autonomie forte a échoué. Mais il y a la relève qui s'adapte à la reconstruction d'après-guerre. Le fascisme formel n'est plus porteur, il a échoué avec la défaite allemande. Il faut s'adapter aux nouvelles conditions politiques et économiques.

Les fonds pour la reconstruction et la création de l'Union Européenne sont les réalités d'après guerre et les notables locaux vont s'adapter à cette situation.

Le CELIB, comité d'études et de liaison des intérêts bretons, marque le début des 30 glorieuses en Bretagne.

C'est un groupe de pression, c'est ainsi que le décrit un des fondateurs (décorés de la légion d'honneur) Joseph Martray.

Ils fédèrent les notables locaux, ni blanc ni rouge, breton d'abord, pour demander des aides financières et contrôler l'aménagement du territoire. Ils feront une longue carrière de lobbying. C'est le capitalisme à visage breton dont l'Institut Locarn est l'héritier.

Le CELIB a 2 commissions :

- une parlementaire : des élus locaux.
- une économique : des industriels, des responsables de syndicats paysans, des universitaires.

Dès 1952, elle élabore un plan breton : agriculture intensive, tourisme, industrialisation, et création du «label breton» ancêtre du «produit en Bretagne».

Un de leurs faits marquant est la prise de la sous-préfecture à Morlaix.

Ils obtiendront gain de cause : organisation d'un groupement de producteur et exclusivité des subventions.

Le CELIB se sert des syndicats paysans pour maintenir la pression

« Il est étrange qu'à aucun moment les militants écologistes qui ont réussi à obtenir l'abandon [du projet de Plogoff] à la suite d'une mobilisation sans égale n'aient pris en compte le fait qu'il s'agissait là de l'une des premières conséquences de la régionalisation, et une conséquence jamais reniée. On nous le rappelle à présent : La Bretagne a été marquée par l'épisode de Plogoff ou l'EDF a accumulé les erreurs, où le dossier a été mal présenté, où l'irrationnel est intervenu, et où la volonté des élus bretons, pourtant clairement exprimée en faveur d'une électricité bretonne, a été niée par le pouvoir central. [Bertrand Cousin, Bretagne : l'ouest du nouveau !, Picollec, 1990, p. 95] L'électricité bretonne, on y aura droit, croyez-moi, puisque le refus, c'est l'irrationnel... De même, lors de la grande grève du Joint français à Saint-Brieuc, l'une des grèves les plus célèbres de toute l'histoire de la Bretagne, à aucun moment personne n'a fait remarquer que le Joint français était une usine amenée par les projets du CELIB – et notre énarque spécialiste de l'aménagement du territoire de le préciser, comme à propos de Plogoff : en apportant son soutien aux grévistes du Joint français, la municipalité de Saint-Brieux a repoussé pour longtemps les investisseurs publics. Or, ce qui fait notre force, c'est que le Breton est docile : il résiste très bien aux sirènes du syndicalisme de combat, dit Le Bourdonnec : il est désintéressé et, même, les bas salaires lui plaisent, car, en fait, il éprouve une grande méfiance à l'égard du profit [Yannick Le Bourdonnec, Le Miracle Breton, p. 147 et 154]. En 68, les ouvriers de Citroën ont été les seuls à ne pas faire grève – encore un triomphe du CELIB ! » (p. 344)

« Des catastrophes que l'on dirait tombées du ciel se sont abattues sur son front si enclin à la somnolence – la maladie dite de la vache folle, sans lien avec Glon [Groupe industriel Glon-Sanders, producteur d'aliments pour bétail, Alain Glon était à l'époque président de l'Institut Locarn], ça va de soi, a ruiné des centaines d'exploitations, 90 % des puits sont pollués par les engrais et les pesticides, le bocage a été détruit par le remembrement, les algues vertes prolifèrent sur les côtes. Et, précise-t-on, la régression des emplois dans le secteur agriculture-sylviculture a été de 437 000 entre les recensements de 1950 et de 1990. 'Cela correspond à l'équivalent de plusieurs crises sidérurgiques [D'après H. Krier et L. Ergon, Bretagne de 1975 à 1985, Informations et conjonctures, 1976, p. 75]. Pendant ce temps la Bretagne continue de produire, de produire et de créer des emplois dans l'industrie.

Dans l'industrie agro-alimentaire, bien sûr : abattage, découpage, éviscération. Mais pas que ça : en Trégor, par exemple, l'électronique a absorbé mille agriculteurs par an ; beaucoup de femmes avaient un CAP de couture, elles étaient donc aptes à fabriquer des cartes électroniques et l'industrie a absorbé les petites mains prêtes à se vendre. Il est vrai que Lannion et sa région ont fini par ressembler à des hangars à ouvriers et que les patrons étaient surtout avides de profiter d'une main d'œuvre abondante, bon marché et assidue au travail [Yannick Le Bourdonnec, Le Miracle breton, p. 186], mais c'est un succès : l'emploi industriel a pratiquement doublé durant les 'Vingt Glorieuses' du CELIB et fait encore un bond dans la dernière décennie. Seul problème, les salaires sont fort inférieurs aux normes nationales et la Bretagne est bonne dernière pour le taux de valeur ajoutée.

*Serait-ce que les paysans, les artisans, les pêcheurs se sont trouvés contraints de se prolétarianiser à bas prix ? Oui, et joignons-y les marins (le quart d'entre eux a disparu entre 1975 et 1982, et ce n'est là qu'un début). Un désastre absolu, des hommes détruits, une culture anéantie ? Mais non, mais non, ces gens sont restés vivre au pays, c'était ce qui pouvait leur arriver de mieux, et leur culture n'était qu'une entrave à la celtitude. Nul regret : On sait bien que pour les fondateurs, la finalité ultime était de réveiller la Bretagne rayée de la carte politique et administrative depuis la Révolution mais on ne pouvait pas le dire ; pour y arriver, il fallait développer à toute force l'industrie et les transports : on ne pouvait tout de même pas se soucier en plus de l'environnement [Joseph Martray et Jean Ollivero, *La Bretagne au cœur du monde*, Les Portes du large, 2001, p. 35]. » (p. 346 et 347)*

« L'internationalisation de la Bretagne suppose d'avoir une image porteuse et renforcer l'identité bretonne est nécessaire car la mondialisation exige la promotion généralisée des identités. Il va de soi que l'identité bretonne à renforcer n'est pas celle des couturières qui font des cartes électroniques ou des employés d'abattoir qui sentent le cochon. C'est l'authenticité des traditions populaires, la fierté de nos racines, notre celtitude retrouvée qui nous assureront le label made in Breizh si nécessaire pour mettre de l'huile dans les rouages de la mondialisation. » (p. 348)

Françoise Morvan décrit très bien où mène la politique du CELIB et des industriels qui surfent sur l'identité bretonne ; à la disparition des paysans et des sols. et à un état de dépression très répandue dans la population.

« Je m'assieds au bistrot. Je lis le dossier qui vient de m'être remis sur les problèmes de l'eau – encore un de ces problèmes bretons suscités soudain au moment requis ? Non, là, ce sont des témoins qui parlent, notamment un paysan qui explique comment il s'est fait avoir. Tiens, comme moi ? Oh, mais moi, ça n'est rien, un petit procès, quelques années de perdues, et des illusions dont ce que j'ai appris compense peut-être la perte. Là, il s'agit de vies entières, et d'un monde qui bascule. Et moi, ça me ramène exactement au point où j'en étais : le CELIB, ce décor qu'on place sur un monde qu'on détruit.

*Notre paysan, il s'interroge : Dès la fin des années soixante, nous produisons largement de quoi nourrir Français et Européens à leur faim. Alors pourquoi ce développement autonome, économe, à forte valeur ajoutée a-t-il soudain basculé dans le démesure [André Pochon, *Les Sillons de la colère*, Syros, 2001] [...]*

Finie la vie des villages : L'agrandissement des exploitations est en marche, nécessité économique oblige, et donc la disparition des exploitations – programmée et subventionnée par le gouvernement. La moitié des familles paysannes disparaissent en l'espace de dix ans et avec elles les écoles, les artisans, les commerçants de nos bourgs...

En tête du mouvement, donnant l'exemple, Alexis Gourvenec : c'est chez lui pour la première fois qu'on voit un élevage de dix mille porcs gras, élevés sur béton, dans des locaux sans fenêtres, à la lumière électrique, dents et queue coupées. Conséquences de cet élevage concentrationnaire : La production double tous les cinq ans et le nombre de producteurs diminue de moitié. Des crises cycliques de surproductions apparaissent, avec baisse des cours que l'État doit compenser par des aides spécifiques. Les inondations se multiplient, les nitrates vont polluer les rivières, les odeurs nauséabondes imprègnent le pays. Le basculement dans l'élevage industriel a entraîné la fin d'un monde, la fin des paysans. D'une communauté solidaire, on est passé à une société individualiste où le plus fort attend que le voisin crève pour pouvoir récupérer ses terres afin d'y mettre son lisier et de toucher les primes publiques. » (p. 357 et 358)

On le sentait en faisant du collectage, la défiance des personnes seules qui sont restées vivre dans une campagne qui se vide

« Loin de protéger les paysans dont elle avait la responsabilité, la FNSEA a imposé toutes les restructurations qui lui convenaient : Un syndicat organisant la disparition de ses mandants : du jamais vu !... Les trois quarts des paysans ont disparu au cours de ces années où a fleuri la revendication nationaliste. Mais hybride, orthographe unifiée, même combat. Quand le dernier bretonnant de naissance aura disparu, exposait suavement un professeur de breton dans un

colloque de l'Institut culturel, enfin on parlera le bon breton. Avec la langue, ce qu'il s'agissait de soumettre, c'était une culture, un mode de vie, une forme d'insoumission. Il le dit maladroitement, notre agriculteur en colère, mais il le dit de manière d'autant plus terrible : Le paysan, illettré ou au mieux doté du certificat d'études, qui avait tout dans sa tête, le poids de sa bête et le prix qu'elle valait, qui sentait venir la pluie ou le beau temps, ce paysan têtu et fier, debout, ressemble plus aujourd'hui à un handicapé que la coopérative conseille en permanence, dont la chambre d'agriculture, fabrique les dossiers, les conseille en gestion gérant dépenses et investissements.

Et ceux qui n'ont même pas pu se changer en dociles exécutants que la banque tient en laisse ? Ces paysans chassés de leurs terres, que sont-ils devenus ? Et ces pêcheurs qui se battaient dans les rues de Rennes en 1993 ? Je vois encore brûler le parlement, j'entends l'unanime lamento sur les toiles de Coypel et le symbole des libertés bretonnes. Les libertés bretonnes ! Et que de pétitions pour refaire notre parlement à l'identique. Un monde s'est effondré, il laisse place à une petite boutique identitaire qui tourne rond, qui veut du comme à l'identique, qui tire bon profit des antiquités remises au goût du jour.

Dans la plupart des villages, un ou deux paysans, là où il y avait cent personnes, maintiennent pour un temps une façade de vie. Une mince façade qui laissera place à quoi ? La friche ? Le parc de loisirs ? Première pour le porc, la Bretagne est aussi première pour le taux de suicides, et, nous disent les statistiques, avec une belle avance sur la moyenne nationale, une avance de 56 %. Ça n'est tout de même pas rien. » (p. 359 et 360)

Le constat du désastre, elle le tire : « Une coquille vie, tiens, juste l'image qu'employait Bouëssel du Bourg à propos de l'Institut celtique. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de détruire de l'intérieur un système qui résiste – à la mise en place de l'Europe des régions, à la pression de la globalisation. Et le miracle est qu'il ait, malgré tout, résisté, même en cédant sur tous les fronts, et que nous en soyons là, comprenant que le régionalisme n'est qu'un produit d'appel de l'ultralibéralisme, et que résister, c'est d'abord dénoncer ce décor en toc, monter de quel mépris il relève à l'égard de ce qu'il prétend défendre, montrer surtout ce qu'il recouvre : privatisations, déréglementation, destruction des lois sociales, mise au pillage du pays, changé en une vaste banlieue où les hangars à main-d'œuvre côtoient les élevages de porcs. » (p. 372)

On a beau s'enfoncer dans des chemins creux, aimer certains bois, certains coins pas encore ravagés par la rentabilité, ça ne dure jamais longtemps, à l'autre bout du bois c'est déjà fini, on est rattrapé par l'aménagement.

Elle compare le Rostrenen d'aujourd'hui à ce qu'elle a connu. Ça fait penser à ceux qui parlent de la banlieue parisienne et qui l'ont connu avant l'urbanisation massive.

En conclusion

je ne sais pas si c'était une bonne idée de relire ce bouquin.

on a une langue unifiée, une langue nationale, ce n'est plus un dialecte, on est fort, on est moderne. Tout est lié par une vision nationaliste, essentialiste, « nous sommes fiers de nos racines », et on peut imposer aussi des choix économiques en incluant cette vision.

La linguistique, l'histoire, la politique se rejoignent et permettaient de mettre en lumière un projet politique actuellement présenté sous un jour avenant — et voilà où je voulais en venir : montrer les dangers de ce projet communautariste.

Comme pour Israël : les enjeux des langues, ce sont des enjeux sanglants.

Il faut des juifs forts (sous entendu les locuteurs de l'Europe de l'est sont faibles car ils se seraient «laissées» déportés) donc on imposera l'hébreu à la place du yiddish. C'est la politique de l'état d'Israël.

Le drapeau et toutes les marchandises à vendre en blanc et noir sont les dernières réussites du nationalisme version touristique et donc commerciale. On n'existe qu'à travers le drapeau blanc et noir sur les autocollants, les gâteaux, les prospectus etc

«nous sommes partout, nous sommes notre propre symbole» : les conséquences ne sont pas aussi désastreuse qu'en Israël ou en Russie mais l'imprégnation est là. Ça marche.

Comme pour Israël, on mythifie une époque révolue qu'on n'a pas vécu, qu'on croit plus digne, plus «vraie» parce qu'on y parlait quotidiennement la langue du pays. C'est un phénomène quasi religieux que croient les faiseurs d'histoire à la tête des institutions culturelles et qui intérieurement souhaiteraient retrouver un espèce d'âge d'or de la langue bretonne en apprenant une langue qui n'est pas celle de la population qui la parlait (ou qui la parle encore un peu peut-être).

On peut donc ne pas parler de la vie quotidienne puisque nous sommes bretons. Les questions du quotidien, des conditions matérielles peuvent disparaître puisqu'il existe avant tout une entité nationale ou régionale.

la Bretagne a d'autres intérêts que la « franque », etc.

On assiste à une récupération de la bretonitude par les dirigeants agro-industriels : exemple des bonnets rouges, Servat, Merret, Armor lux, etc

Ces délires identitaires sont surtout liés à la perte des idées de gauche ou de changement, il n'y plus d'idée répandue de justice sociale, donc ça fait un refuge à défaut d'avoir des idées et des armes face à ce qu'on nous impose.

La fausse solution du pouvoir local contre le national ou l'internationale est un piège car les décideurs locaux restent des décideurs et que leur business est lié au commerce international. Ils ont réussi à façonner une vision de la Bretagne et à en faire un commerce.

Des militants régionalistes ont arrachés des pages du bouquin de Morvan à Virgin à Rennes...

On crée un tempérament breton, une singularité locale, nous serions plus têtus, plus fêtards, etc. En fait, on est aussi soumis que les autres.

Les luttes paysannes sont parfois spectaculaires (les légumiers à Morlaix ou encore les bonnets rouges) mais elles servent surtout à masquer le fait que les capitalistes locaux manœuvrent cette action et sont en négociation avec l'administration pour que leur production s'intègre au marché international.

Entretien avec Françoise Morvan :

En fait, les politiques et les industriels reprennent le discours identitaire pour fabriquer un monde dont on sait très bien qu'il est faux. Ainsi, le comité consultatif à l'identité bretonne de la mairie de Rennes nous vaut toutes sortes d'initiatives comme les plaques de rue bilingues dans une ville où l'on n'a jamais parlé breton, un grand panneau nous annonce *degemer mat e Carrefour*, on invite la Galice au Festival interceltique de Lorient, on organise un colloque international autour d'un auteur comme Émile Mason, inexistant en tant qu'écrivain, mais qui, quoique de gauche, suite à une sorte de bouffée nationaliste délirante, s'est rapproché des nationalistes bretons de la première heure et, miracle, ne peut être accusé, lui, d'avoir collaboré avec les nazis puisqu'il était mort. On fait comme si Émile Mason était un grand écrivain, comme si la Galice était celtique, comme si Rennes avait été une ville bretonnante — et cela sert à fabriquer une réalité à laquelle chacun est invité à croire ou faire comme s'il y croyait.

La Région Bretagne souhaitait quitter l'union européenne ; un jour on est contre Maastricht, contre l'euro, pour l'Europe des nations, après on ne dit plus qu'on est contre, et on crée des alliances au sein du parlement européen.

Il y coexiste multiples tendances, souverainistes tendances royalistes, paganistes, néo fascistes, etc

Ce qui compte, c'est d'opposer les «vrais» français aux «immigrés» ou «non blancs». Ils savent qu'on est de plus en plus dépossédés de nos vies, que le désintérêt vis-à-vis de la politique est très fort donc on tire sur la corde sensible du racisme en opposant les légitimes à être sur le sol « national », et les autres arrivés après. Vieille recette.

Ca me fait penser à l'extrême droite actuelle, en France. «on ne vit plus à la française», « on est remplacé »...

On invoque un temps idyllique où on aurait bien vécu, qu'il faudrait retrouver. On se victimise quitte à gonfler les chiffres (cf nombre de morts « bretons » pendant la seconde guerre mondiale)

Interdiction du breton qui explique la baisse de locuteurs alors qu'il s'agit surtout du bouleversement économique, le plan marshall, etc.

Les panneaux en breton en haute Bretagne et un breton incompréhensible en basse Bretagne sur les panneaux.

Il faut relativiser les identitaires bretons dans la population.

Ex : les fest noz, ce sont des groupes de musique.

Françoise Morvan n'évoque pas à juste titre le milieu culturel

Il faut se reculer dans l'histoire pour comprendre ce qui se passe. Ce à quoi on assiste ,c'est un changement de langue sur un territoire dont la fin du phénomène est en train de se passer sous nos yeux, le breton a été la langue principale en basse Bretagne pendant 15 siècles, il ne l'est plus. On assiste à un soubresaut identitaire ou nostalgique, une tentative de sauver une langue, en espérant la mort prochaine de tous les locuteurs natifs pour reconnaître l'aspect «nationale» d'une langue «pure» qui sera parlée à Nantes ou Rennes, aux quatre coins du pays même si ça n'a jamais été le cas.

les limites du propos

Peut-être l'amalgame entre tout ce qui touche au breton et le mouvement qu'elle décrit, : une espèce de confusion ?

Des questions sur sa vision de la république... son modèle ?

Sur la prison ? les détenus sont-ils indéfendables ?

Le martyr consiste à se déclarer innocent selon elle, pas selon moi, (exemple des militants arrêtés pour avoir tagué des panneaux de ville écrits en français).